

**DELIBERATION N° 2018-87**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 25 SEPTEMBRE 2018**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants et L. 954-2,  
Vu le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009, relatif à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, tel que modifié par le décret n°2014-557 du 28 mai 2014,

Vu les statuts de l'UNS,

Vu le règlement intérieur de l'UNS,

Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration,

Vu la délibération 2018-69 du 10 juillet 2018

Vu l'avis de la Commission de Recherche du 11 septembre 2018,

Vu l'avis du Comité Technique du 21 septembre 2018,

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jeanick BRISSWALTER, Vice-président de la Commission de Recherche,

Considérant que la présente délibération précise la délibération n° 2018-69 du 10 juillet 2018.

**Valide la modification du barème de la PEDR et fixe désormais le montant de la PEDR à 5150€ par an et par bénéficiaire, tout corps et grades confondus.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **28**

Fait à Nice, le **25 SEP. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-87

TRANSMISE AU RECTEUR :

**- 9 OCT. 2018**

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

**Marc DALLOZ**

**MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :**

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*